

L'ultragauche et les élections :

Une princesse aux petits pois ?

Suivi de

L'Internationale communiste aux I. W. W. (1920)



Pour terminer, encore deux enfantillages « de principe ». — Vous écrivez qu'un camarade a dit que la participation aux élections signifierait que nous « reconnaissons » l'Assemblée nationale. — Grand Dieu, je reconnais tout ce qui existe, parce que j'ai des yeux. Ce qui importe, c'est de savoir comment je le reconnais et comment je l'emploie. Quand nous disons, dans l'agitation des masses, que la démocratie bourgeoise n'est pas la voie du socialisme, mais que nous devons entrer dans l'Assemblée nationale pour le dire aussi aux masses qui ne viennent pas à nos assemblées, un cheval comprendrait.

- Karl Radek, *Parlementarisme et Révolution*, Berlin, 10 février

Table des matières

Table des matières.....	3
L'ultragauche et les élections : Une princesse aux petits pois ?.....	4
ANNEXE : L'Internationale communiste aux I. W. W.....	10

L'ultragauche et les élections : Une princesse aux petits pois ?

À chaque élections provinciales ou fédérales, le Parti communiste révolutionnaire (PCR) et l'Union communiste libertaire (UCL) lancent un appel, chacun de leurs côtés, au boycottage des élections. Peu importe la conjoncture politique du moment, ils refusent de participer au jeu parlementaire. Les membres d'Alternative socialiste savent qu'il est impossible de s'attaquer aux privilèges du grand capital uniquement par les urnes, et ce, même si ce gouvernement serait composé d'anticapitalistes sincères. Nous ne contestons pas cette affirmation, mais la question n'est pas là. L'objectif de cet article est de démontrer que le boycottage des élections et de la lutte électorale ne doit pas être un *principe* immuable, mais une *tactique* déterminée par le contexte historique et le rapport de force réel.

I

Les premières batailles du mouvement ouvrier européen ont porté sur les droits et libertés. Le droit d'association d'abord et ensuite le suffrage universel. Ce fut le cas pour le premier mouvement ouvrier indépendant, le chartisme, qui mena plusieurs campagnes dans les années 1830 et 1840 à cet effet. Les trois premières grandes grèves générales de Belgique, celle de 1893, 1902 et 1913, portaient sur le suffrage universel. Les ouvriers de l'époque avaient deux choix, sombrer dans le terrorisme anarchiste et le complot blanquiste¹ ou s'organiser en parti politique, acquérir des libertés civiles et ainsi pouvoir agir au grand jour. La vaste majorité des travailleurs choisirent la deuxième option. Leur succès fut tellement fulgurant que les partis sociaux-démocrates devinrent d'immenses machines politiques.

Les partis marxistes de l'époque utilisaient le parlement bourgeois pour propager leurs revendications socialistes parmi les masses, ils savaient bien que c'était le seul moyen pour faire des gains significatifs, et ainsi entretenir le niveau de conscience pour l'ensemble de la classe ouvrière, et non uniquement pour certains secteurs industriels comme c'était le cas avec le syndicalisme révolutionnaire. Et surtout cela permettait de continuer de porter le message socialiste durant les périodes d'accalmies.

Les conquêtes ouvrières et les succès électoraux des partis ouvriers et socialistes ont entraîné une partie de la IIe Internationale à croire que le socialisme pouvait être instauré simplement par les réformes et une majorité ouvrière au Parlement. Cette idée fut notamment défendue par Édouard Bernstein. Cette thèse fut ardemment combattue par

1

Friedrich Engels résume bien l'essentiel de la tactique blanquiste dans *Le programme des émigrés blanquistes de la Commune*. Ce texte fut publié en 1873, mais fait drôlement écho à une certaine tendance anarchiste, qui préfère emboucaner la classe ouvrière dans le métro plutôt que de lui tendre la main... Voici ce que pense Engels de l'approche blanquiste : « Dans son activité politique il fut avant tout un "homme d'action" qui croyait qu'une petite minorité bien organisée pourrait, en essayant au bon moment d'effectuer un coup de main révolutionnaire, entraîner à sa suite, par quelques premiers succès la masse du peuple et réaliser ainsi une révolution victorieuse. »

Rosa Luxembourgeois dans sa célèbre brochure *Réforme sociale ou révolution ?* Mais rejeter le réformisme ne signifie pas que les révolutionnaires doivent dédaigner les parlements bourgeois. Les élections demeurent, là où c'est possible, un espace utile de confrontation avec le capital et surtout un moyen pour diffuser les idées socialistes. Les positions prises par l'Internationale communiste, le Parti communiste allemand et les écrits de Lénine et de Rosa Luxembourgeois sont très claires à ce sujet.

Pour Rosa Luxembourgeois, le suffrage universel était un acquis important du mouvement ouvrier qui devait être défendu, mais cet attachement n'amointrissait en rien l'importance de la lutte extraparlamentaire. Elle déclarait à ce sujet en 1904 :

La vraie voie passe, non pas par la dissimulation et l'abandon de la lutte de classe prolétarienne mais, au contraire, par son accentuation et son extension des plus résolues, et ceci, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parlement. Il en découle la nécessité aussi bien de renforcer l'action extra-parlementaire du prolétariat que d'organiser l'action parlementaire de nos députés².

À cette époque, l'objectif des organisations révolutionnaires n'était pas de défendre une position théoriquement « juste », de faire cavalier seul, et de jouer aux martyrs, mais d'influencer le cours des événements. Pour l'une des plus grandes théoriciennes marxistes du XXe siècle, la lutte de classe doit autant être menée dans le Parlement que dans la rue. Le danger ce n'est pas l'implication dans le parlement bourgeois, mais plutôt la collaboration de classe et le réformisme. Ce que confond très souvent l'ultra-gauche québécoise.

Cette idée est également soutenue par Lénine dans sa brochure contre le boycottage de la Douma³. Selon lui, ce qui détermine le boycottage d'une élection ce n'est pas l'institution, aussi réactionnaire soit-elle, mais le rapport de force et le niveau de conscience des masses :

Celui qui veut convaincre le prolétariat social-démocrate de la justesse du mot d'ordre de boycottage ne doit pas se laisser attirer par la seule résonance de mots [...] Il doit réfléchir aux conditions objectives d'application d'un tel mot d'ordre et comprendre que le lancer signifie déjà que l'on suppose de manière indirecte la présence des conditions d'un élan révolutionnaire ample, général, puissant et rapide. Mais dans des périodes comme celle que nous vivons, dans une période de pause révolutionnaire momentanée, on ne peut en aucun cas supposer, fut-ce indirectement, de telles conditions. Il faut en avoir nettement conscience et que cela soit clair pour chacun et pour toute la classe ouvrière⁴.

Lénine va peaufiner cette position plusieurs années plus tard dans *Le gauchisme : maladie infantile du communisme*. C'est cette position de Lénine qui va prédominer dans

² Rosa Luxembourgeois, « Social-démocratie et parlementarisme », *Sächsische Arbeiterzeitung*, 5 et 6 décembre 1904.

³ La Douma regroupait la plupart des tendances politiques en Russie à cette époque. Au début, cet organe n'était que consultatif. Après l'échec de la révolution russe de 1905, le tsar lui donna plus d'autonomie, malgré tout, c'est lui et l'aristocratie qui gardaient en mains les rennes du pouvoir.

⁴ Lénine, *Contre le boycottage*, 26 juin 1907.

l'Internationale communiste⁵. La position de l'Internationale avait d'ailleurs suscité de nombreux débats, notamment entre Lénine et Amadeo Bordiga. Ce dernier est le représentant de la fraction communiste abstentionniste italienne, mais même lui, déclarait en 1920 :

« Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où ne se posait pas non plus le problème de sa préparation directe à la dictature, la participation aux élections et l'activité parlementaire pouvaient encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique⁶. »

La prise du pouvoir par le prolétariat italien en 1920 était une possibilité envisageable. Les mouvements socialistes et anarchistes y exercent une influence importante sur le prolétariat et une partie de la paysannerie depuis des décennies. Le plus farouche partisan de l'abstention de l'Internationale communiste reconnaissait lui-même qu'en période non révolutionnaire la participation aux élections pouvait « offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique. » Le boycottage du parlementarisme bourgeois n'est pertinent qu'en période révolutionnaire et son succès implique une organisation de masse. Présentement au Québec, nous n'avons ni l'un ni l'autre. Les anarchistes vont répondre que « seule la lutte paie » ou « c'est uniquement dans la rue que ça se passe », en situation de guerre civile c'est vrai, mais en attendant ?

II

Nous connaissons les limites historiques du réformisme de gauche. Nous ne croyons pas que Québec solidaire (QS), dans sa forme actuelle, puisse être le parti du changement radical de la société. Nous avons conscience que le programme de QS est, au mieux keynésien, au pire, protectionniste. Cela nous attriste de voir les membres de QS plus à l'aise avec les yuppies du plateau, plutôt qu'avec les travailleurs des tavernes. Nous sommes d'accord pour dire que la mission historique de ce nouveau parti coalisant la majeure partie de la gauche politique québécoise n'est pas de défendre l'humanisme libéral et l'État-nation, comme c'est présentement le cas, mais de faire avancer la lutte de classe. Et pourtant, nous nous impliquons dans ce parti et nous appelons à voter pour lui. Pourquoi ?

Nous sommes d'accord avec plusieurs critiques de l'UCL et du PCR contre QS, mais selon nous quelques éléments méritent d'être nuancés. Premièrement, contrairement à ce que pensent les puristes d'Hors-d'oeuvre, QS n'est pas un parti de bureaucrates ! Un parti bureaucratique n'organise pas des assemblées de cuisines à travers tout le Québec pendant plusieurs années pour construire son programme. Deuxièmement, QS ne peut pas être assimilé aux vieux partis sociaux-démocrates. QS, par sa composition sociale et idéologique, s'apparente beaucoup plus aux nouvelles formations politiques de la gauche radicale, qu'au sociaux-libéraux⁷. QS regroupe sous une même bannière de vieux

⁵ *Le Parti communiste et le parlementarisme*, II^o Congrès de l'I.C., Juillet 1920.

⁶ Amadeo Bordiga, *Thèses sur le parlementarisme*, II^o congrès de l'Internationale communiste, 1920.

⁷ Le terme sociaux-libéraux désigne les organisations politiques historiques de la classe ouvrière, qui à un moment ou à un autre, ont rejeté leur caractère socialiste pour embrasser l'économie de marché. Le Parti

communistes, des écologistes radicaux et des keynésiens sincères. Les probabilités que ces partis deviennent des partis révolutionnaires sont faibles, mais ils demeurent des laboratoires politiques extraordinaires pour tester nos idées dans la pratique, avec du vrai monde, et pas seulement nos amis. QS est une étape importante dans la recomposition de la gauche politique radicale au XXI^e siècle. Ne pas y travailler sous prétexte que telle ou telle ligne du programme n'est pas parfaite est sectaire.

La construction d'organisation révolutionnaire de masse est grandement tributaire des conjonctures historiques du moment. Le mythe du petit groupe de justes qui deviendra grand doit être combattu avec vigueur. Toutes les organisations révolutionnaires de masses de l'histoire sont issues d'organisations réformistes ou centristes (radical en parole, opportuniste ou réformiste en acte). C'est le cas de presque tous les partis communistes d'Europe, mais c'est également le cas des anarchistes. Les seuls moments où ces derniers ont joué un rôle effectif et modifier le cours de l'histoire a été lors de leur implication dans les syndicats. C'est d'ailleurs le cas actuellement au Québec. Les anarchistes s'impliquent dans des organisations réformistes comme la CLASSE ou la Coalition opposée à la tarification des services publics. Deux organisations qui ont pour finalité, non pas la destruction de l'État bourgeois, mais sa consolidation via l'État-Providence. Alors, pourquoi snober Québec solidaire à ce point ?

III

Vous êtes dur avec le programme de Québec solidaire, mais en échange vous n'amenez rien de concret et de compréhensible pour Mr et Mme Tout-le-Monde! Les mots d'ordre doivent être en lien avec le niveau de conscience de la classe ouvrière, c'est-à-dire être compris de tous, instantanément. En pleine situation révolutionnaire en Russie, les bolcheviks réclamaient « la Paix, du Pain et la Terre », les anarchistes espagnoles durant la guerre d'Espagne la « Terre et la Liberté ». Alors que présentement l'ultra-gauche québécoise lance des trucs à des années-lumière du niveau de conscience réel des masses.

Un tract des communistes internationalistes⁸ se terminait ainsi : « Au slogan gauche caviar : « Pour une éducation gratuite, publique et accessible » opposons notre propre slogan révolutionnaire : « Contre l'aliénation de la transmission de connaissances par le capital, pour la révolution communiste internationale ». Premièrement, nous ne voyons pas en quoi soutenir une « éducation gratuite, publique et accessible » est un slogan uniquement petit-bourgeois, et surtout, nous ne voyons vraiment pas en quoi un mot d'ordre comme celui des communistes internationalistes, où il faut pratiquement avoir un post-doctorat en terminologie marxiste pour le comprendre, puisse être susceptible de convaincre qui que ce soit.

Au moins, les mots d'ordre du PCR sont compréhensibles. Il appelle au boycottage des élections, parce que selon eux, voter c'est légitimer la démocratie bourgeoise. Plutôt que d'aller voter, il propose d'organiser des comités d'action politique

travailliste anglais, le Parti socialiste français et le Parti social-démocrate allemand, sont les exemples les plus célèbres de cette évolution.

⁸ Communistes internationalistes Klasbatalo (Signifie "Lutte de classe" en espéranto).

dans les quartiers. Parfaits, nous ne sommes pas en désaccord avec ça, mais comment on fait pour y arriver ? Est-ce que le PCR est ouvert à ce que des militant-es provenant d'autres horizons politiques que le leur prennent la direction de certain de ces comités ? Est-ce que cette organisation, qui regroupe, au mieux une quarantaine de militant-es est en mesure de réellement construire ces comités politiques ? Où cette initiative, comme celle lancée par le Mouvement étudiant révolutionnaire (MER) en février dernier avec leur Comité pour l'unité des luttes étudiantes et populaires, ne va jamais voir le jour ? Si c'est le cas, ce mot d'ordre relève davantage du vœu pieux que de l'action révolutionnaire. Si un journaliste de TVA demande à un membre du PCR une interview pour qu'il explique la position de l'organisation sur l'escouade GAMMA, est-ce qu'il va refuser cette tribune sous prétexte que TVA est aux mains de la bourgeoisie ? C'est la même chose avec les élections ! Si la classe ouvrière ne nous voit pas, comment peut-elle se joindre à nous ? Les maos québécois se marginalisent volontairement et brûlent les étapes, leurs soucis de la ligne juste les condamnent à avoir raison ensemble et c'est tout.

Le problème avec les anarchistes est similaire. Il faut aller plus loin que le lyrisme. Lorsqu'ils sortent de leur phase du non et de l'insulte gratuite, les anars prônent l'action directe et la démocratie directe. Les assemblées générales interminables font probablement plaisir aux égos des intellectuels qui ne travaillent pas, mais leurs séances de « parle parle jase jase » mènent parfois à un tel niveau de ridicule, qu'ils ont réussi à rebuter certains étudiants-travailleurs face à toutes formes de délibérations démocratiques. Les anars aiment bien jouer à la vierge offensée devant tout ce qui est « autoritaire » (c'est-à-dire toute proposition provenant d'un courant politique autre que le leur), mais ils n'ont pas de leçon à donner à personne en cette matière.

N'est-ce pas une manœuvre autoritaire qui brime clairement la liberté d'expression que d'intimider des militants de gauche pour qu'ils quittent les assemblées populaires uniquement parce qu'ils appartiennent à une organisation politique, où qu'ils huent Dominic Champagne tout simplement parce qu'il appelle les jeunes à voter ? Les anars vont se défendre en soutenant que c'est parce qu'ils veulent éviter la « récupération politique », mais personne n'est dupe, en faisant cela ils éliminent la concurrence et noyautent les assemblées. Cela donne la latitude nécessaire à leur leader non élu pour passer leur ligne politique sans opposant. Si c'est ça leur vision de la démocratie, nous aimons mieux prôner la démocratie ouvrière et élire une direction politique avec des représentants révocables à tout moment, plutôt que de laisser toujours les mêmes petits leaders décider de tout sans rendre de compte à personne ! Une organisation politique, si elle a confiance en ses positions, n'a pas à avoir peur de les confronter avec d'autres.

IV

Nous ne devons pas baser nos revendications politiques en fonction des conditions objectives, mais toujours partir le plus près possible des conditions subjectives et des intérêts immédiats de la classe ouvrière, sinon nous risquons de nous isoler des masses, c'est exactement ce qui est arrivé avec les organisations marxistes-léninistes à la fin des années soixante-dix. Ces militant-es révolutionnaires ont réussi à unifier une part

importante des jeunes militant-es d'avant-garde⁹, mais à cause de leur programme ultragauchiste, ils n'ont jamais réussi à se lier organiquement aux masses et ont fini par implorer faute de gain significatif. Ce fossé immense, entre l'avant-garde et la classe ouvrière, a fait en sorte que la classe ouvrière s'est retrouvée sans direction politique socialiste crédible pour défendre ses intérêts et fut pousser dans les bras des nationalistes de gauche, le Parti québécois.

Au début de notre texte, nous disions que Rosa Luxembourg accordait une grande importance à la défense du suffrage universel, au même titre qu'aujourd'hui ce qui est en jeu ce sont les droits sociaux de la classe ouvrière qu'il faut défendre. Pourquoi une révolutionnaire accordait-elle tant d'importance pour défendre un acquis de la révolution bourgeoise ? Premièrement, pour la classe ouvrière, le suffrage universel était une énorme victoire sur la bourgeoisie et l'aristocratie. Deuxièmement, pour les militant-es révolutionnaires, cela leur permettait de s'organiser légalement et de sortir de la clandestinité. Finalement, l'objectif était de partir de l'expérience de lutte concrète des travailleurs et les amener à prendre conscience de leur force.

Pour encourager la combativité, il nous faut absolument des victoires. Pour gagner, nous devons nous fixer des objectifs réalisables, le réalisme de nos revendications est déterminé par le rapport de force réel et le niveau de conscience. Présentement, il y a un décalage important entre les conditions objectives (inégalité croissante, austérité, crise environnementale, diktat de la troïka et du capital financier sur la classe politique) et subjectives (absence de conscience de classe et d'organisation révolutionnaire de masse, acceptation de l'économie de marché par les organisations de la classe ouvrière, montée du racisme chez les milieux populaires). Pour tenter de réduire cette disparité au maximum, nous avançons l'idée du programme transitoire, c'est-à-dire, comme le soulignait Léon Trotsky dans le *Programme de Transition* : « Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste ». Présentement, la seule organisation qui rejoint un large public en dehors du mouvement étudiant et où une partie importante de ces membres est ouverte aux idées socialistes, c'est Québec solidaire. Que ça vous plaît ou non.

Henri Saint-François, Alternative socialiste (section Montréal), Août 2012.

⁹ Nous savons que les anarchistes vont froncer les sourcils en voyant ce terme, nous allons donc donner la définition d'avant-garde : la conception trotskyste du parti d'avant-garde n'a strictement rien à avoir avec la vision maoïste ou stalinienne (parti-unique-lumière-de-monde). Pour nous, une avant-garde c'est tout simplement le regroupement dans une organisation des militant-es les plus combattifs et conscientisés. Il faut arrêter d'avoir peur des mots et nier l'évidence. L'ASSÉ est l'avant-garde du mouvement étudiant, nous espérons créer la même chose au niveau politique.

ANNEXE : L'Internationale communiste aux I. W. W. Janvier 1920

[...]

Politique

Le mot politique agit sur nombre de membres de l'I.W.W. comme la vue d'un drapeau rouge agit sur le taureau — ou sur le capitaliste. Politique signifie pour eux « politicien » et, d'habitude, évoque à leurs yeux l'image du socialiste jaune qui brigue leurs suffrages dans l'espoir d'obtenir un confortable fauteuil où il lui sera possible d'oublier confortablement l'existence même des travailleurs.

Nos camarades ouvriers « anti-politiciens » sont opposés aux communistes qui, à leur avis, constituent un parti politique et qui, en effet, prennent part dans certains cas aux luttes politiques.

C'est user du mot politique dans un sens bien trop étroit. L'un des principes sur lesquels s'est fondée l'association des I. W. W. est exprimé dans ces mots de Karl Marx : « Toute lutte des classes est une lutte politique ». C'est dire que toute lutte des travailleurs contre les capitalistes est une lutte pour le pouvoir politique — pour celui de l'État.

Et c'est dans ce sens que les communistes se servent du mot « politique ».

Les socialistes jaunes s'imaginent pouvoir conquérir progressivement le pouvoir politique en se servant du mécanisme même de l'État capitaliste pour obtenir des réformes, et quand ils auront obtenu la majorité au Congrès, dans les assemblées législatives, quand ils auront élu le président, le maire et le shérif, ils croient pouvoir se servir de l'appareil législatif de l'État bourgeois pour abolir pacifiquement le capitalisme et instituer de même la communauté du travail.

Ceci les induit à prêcher diverses réformes du système capitaliste, à ouvrir leurs rangs aux petits capitalistes, aux aventuriers politiques de toutes espèces et finalement à conclure des marchés et à faire des concessions variées.

Les I. W. W. ne l'admettent pas plus que les communistes.

Communistes, nous ne croyons pas qu'on puisse s'emparer du pouvoir gouvernemental au moyen du mécanisme de l'État capitaliste. L'État étant l'arme particulière de la classe capitaliste, son mécanisme est naturellement conçu de manière à défendre et affermir le pouvoir du capitalisme. Le contrôle capitaliste de toutes les institutions qui font l'opinion publique — presse, écoles, églises, tribunes — le contrôle capitaliste de l'attitude politique des ouvriers par le contrôle de leurs moyens d'existence, rendant extrêmement improbable la possibilité pour les travailleurs d'élire jamais « légalement » sous le régime capitaliste démocratique, un gouvernement dévoué à leurs intérêts.

Et, à l'heure actuelle, tandis que la classe capitaliste du monde entier poursuit avec l'acharnement du désespoir sa campagne de répression contre les organisations du prolétariat conscient dans le monde entier, cette hypothèse est tout bonnement inadmissible.

Même s'il était possible aux travailleurs de conquérir par le moyen du mécanisme politique l'État capitaliste, ce dernier ne pourrait pas servir à fonder la communauté industrielle. La source réelle du pouvoir capitaliste est dans la propriété et le contrôle capitaliste des moyens de production. L'État capitaliste n'existe que pour étendre et défendre cette propriété, ce contrôle. Il ne peut donc pas servir à les abolir.

Jusqu'ici les I. W. W. et les communistes sont d'accord. L'État capitaliste doit être attaqué par l'action directe. Cette action, dans la signification correcte des termes est aussi politique, car elle a un but politique — la conquête du pouvoir gouvernemental.

Les I. W. W. se proposent d'atteindre ce but par la grève générale. Les communistes vont plus loin. L'histoire indique assez que la grève générale n'est pas suffisante. Les capitalistes ont des armes et l'expérience des gardes blanches en Russie, en Finlande, en Allemagne prouve qu'ils ont suffisamment d'expérience et d'entraînement pour se servir de leurs armes contre les travailleurs. Ils ont en outre des stocks d'aliments qui leur permettent de tenir plus longtemps que les travailleurs toujours talonnés par le besoin.

Les communistes, eux aussi, comptent sur la grève générale, mais ils pensent qu'elle doit se transformer en insurrection armée. La grève générale et l'insurrection sont des formes de l'action politique.

Parlementarisme révolutionnaire

S'il en est ainsi, si les communistes ne pensent pas pouvoir s'emparer de l'État par le bulletin de vote, pourquoi les partis communistes participent-ils aux élections et présentent-ils leurs candidats ?

La question de savoir si les communistes participeront ou non aux élections est secondaire. Certaines organisations communistes y participent ; d'autres non. Mais les premières ne le font que dans un but de propagande. Les campagnes politiques donnent aux révolutionnaires l'opportunité de parler à la classe ouvrière, de leur montrer le caractère de classe de l'État et quel est l'intérêt véritable des travailleurs. Elles leur permettent de souligner la futilité des réformes, de démontrer les intérêts réels qui dominent les partis politiques capitalistes et socialistes jaunes et de souligner pourquoi il faut renverser le système capitaliste tout entier.

Les communistes élus au Congrès ou dans les assemblées législatives ont pour tâche de faire de la propagande ; de montrer sans cesse la nature réelle de l'État capitaliste, de s'opposer aux actes du gouvernement capitaliste et de révéler leur caractère de classe ; de montrer la futilité des réformes et des mesures capitalistes. Au sein des assemblées législatives, du haut des tribunes de la nation, les

communistes peuvent stigmatiser les brutalités capitalistes et appeler les travailleurs à la révolte.

Karl Liebknecht a montré ce qu'un communiste peut faire au Parlement. Ses discours au Reichstag retentirent dans le monde entier.

D'autres, en Russie, en Suède (Höglund) et dans d'autres pays, ont fait la même chose.

L'objection la plus commune à l'envoi de militants dans les assemblées législatives capitalistes, c'est que quelle que soit leur valeur révolutionnaire, ils seront invariablement corrompus par leur entourage et amenés à trahir les travailleurs.

Cette croyance est le produit d'une longue expérience, faite surtout avec les politiciens et les beaux parleurs socialistes. Mais, communistes, nous affirmons qu'un parti vraiment révolutionnaire n'élira que de vrais révolutionnaires et saura les garder sous son contrôle.

De nombreux membres de l'I. W. W. sont les adversaires acharnés de l'emploi des assemblées législatives ou de toutes autres institutions gouvernementales dans un but de propagande. Mais l'organisation des I. W. W., maintes fois, n'a pas dédaigné ces moyens. Lors de la grève de Lawrence en 1912, les I. W. W. se servirent même du sénateur socialiste Victor Berger qui porta à la tribune de la Chambre des Représentants les revendications des grévistes et des I. W. W. William D. Haywood, Vincent St John et bien d'autres leaders des I. W. W. témoignèrent volontiers devant la Commission industrielle du gouvernement des États-Unis, profitant de cette occasion pour diffuser les idées de leur organisation. Mais l'exemple le plus frappant de l'usage du mécanisme politique de l'État dans un but de propagande nous fut donné en 1918 quand la Cour Fédérale de Chicago où l'on jugeait cent leaders de l'I. W. W. devint pour trois mois un véritable meeting de propagande ouvrière.

Tels sont les cas d'usage du mécanisme politique de l'État capitaliste dans un but de propagande parmi les masses. Ces méthodes doivent être employées selon les circonstances — de même que l'action parlementaire. L'usage de nulle arme ne doit être absolument condamné.

La tâche particulière des I. W. W. est de préparer les travailleurs à s'emparer de l'industrie et à la diriger. La fonction spéciale du parti politique communiste est de préparer les travailleurs à la conquête du pouvoir politique et à, l'exercice de la dictature du prolétariat. Tout travailleur doit être à la fois membre du syndicat révolutionnaire de son industrie et du parti politique qui combat pour le communisme.

Janvier 1920

[...]

Source : Bulletin communiste, 22 juillet 1920.

Présentation d'Alternative socialiste

Les problèmes que sont les crises économiques, la pollution, les guerres impérialistes, la discrimination et la pauvreté montrent bien que le capitalisme a fait son temps et que nous devons y remédier. Les 99% n'ont pas à payer pour un système défectueux qui ne profite qu'au 1%. Voilà pourquoi Alternative Socialiste veut mettre la seule alternative de l'avant: le socialisme démocratique.

Le pouvoir politique, la direction des entreprises, les ressources naturelles et tous les autres composants de notre société doivent se retrouver entre les mains de la majorité et non entre celles de quelques patrons et politiciens ne pensant qu'à leurs intérêts personnels. Pour ce faire, il est par conséquent primordial que les travailleurs et les jeunes que nous sommes s'unissent, s'organisent et luttent pour contrer la droite dominante qui défend l'*establishment* capitaliste. Défendons nos intérêts collectifs jusqu'à ce que nos acquis nous amènent à gérer nous même et ensemble notre travail et la société selon nos capacités et nos besoins.

Les membres d'Alternative socialiste militent pour l'union de la gauche au Québec, notamment à travers Québec solidaire. Pour Alternative socialiste, s'appropriier l'espace politique parlementaire demeure encore un levier pertinent par lequel la classe ouvrière pourra changer la société dans son intérêt. Selon nous, un parti politique de masse doit être un parti des urnes (candidatures aux élections) et de la rue (campagnes sociales et politiques dans les intérêts de la classe ouvrière).

À l'heure actuelle, Québec solidaire est la seule organisation politique québécoise ayant le potentiel de devenir le point de jonction des diverses luttes populaires, mais sans de solides assises au niveau international, les projets à long terme de Québec solidaire sont voués à l'échec.

Le capitalisme est un système mondial et il doit être combattu à la même échelle. C'est pourquoi Alternative socialiste fait partie du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO). Le CIO est une organisation socialiste fondée en 1974. Aujourd'hui, elle comprend des sections dans environ quarante pays sur tous les continents.

Contre la dictature des marchés une riposte socialiste est nécessaire !

Si vous avez des questions sur AS-Québec ou si vous désirez vous joindre à nous, n'hésitez pas à nous contacter!

alternativesocialiste.org

info@alternativesocialiste.org

« ...nous ne voulons pas un parti comme les autres partis. Nos ambitions ne sont pas seulement d'avoir plus de membres, plus de publicité, plus d'argent et plus de députés. Tout cela est certes nécessaire, mais seulement en tant que moyens. Notre véritable but est la pleine libération des travailleurs et des exploités par la révolution socialiste. »

- Léon Trotsky

